

Scandale de la NSA : les Etats-Unis minimisent et assurent faire comme "tous les pays"

Le Monde a révélé ce lundi que l'Agence de sécurité américaine espionnait "massivement" la France.

Avec Atlantico.fr

[Mis à jour lundi 21 octobre à 21h45]

L'affaire de la NSA est loin d'être terminée [Le Monde a publié lundi un article](#) dans lequel il affirme que les Français étaient massivement espionnés. Très irrité, Laurent Fabius a décidé de convoquer "immédiatement" l'ambassadeur américain à Paris. "Ce type de pratiques entre partenaires [...] est totalement inacceptable. Il faut s'assurer, très rapidement, qu'en tout cas elles ne sont plus pratiquées", a expliqué le ministre des Affaires étrangères.

Ce dernier "a demandé que soit apportée dans les plus brefs délais une réponse tangible à notre préoccupation". "Nous coopérons de manière utile dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, mais cela ne justifie pas tout", a encore déclaré le locataire du Quai d'Orsay.

Manuel Valls est revenu sur cette affaire [sur Europe 1](#). "Les révélations du Monde [...] sont évidemment [...] choquantes et vont appeler des explications précises des autorités américaines dans les heures qui viennent", a indiqué le ministre de l'Intérieur. "Si un pays ami, si un pays allié, espionne la France ou espionne d'autres pays européens c'est totalement inacceptable", a-t-il ajouté.

En fin d'après-midi, la Maison Blanche a minimisé la controverse. "Nous ne commenterons pas publiquement toutes les activités présumées du renseignement [...] et nous avons dit clairement que les Etats-Unis récupéraient des données du renseignement à l'étranger du même genre que tous les pays", a ainsi expliqué une porte-parole de la présidence. Un peu plus tard, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a indiqué que les Etats-Unis et la France, son "vieil allié", discuteront "pour régler ces questions".

Selon Le Monde, l'Agence de sécurité américaine a intercepté massivement les communications téléphoniques des Français. Plus précisément, sur une période de 30 jours, entre le 10 décembre 2012 et le 8 janvier 2013, 70,3 millions d'enregistrements de données téléphoniques ont été effectués. Le journal en a pour preuve des documents de l'ancien consultant de la NSA, Edward Snowden.

"La preuve la plus récente de cet espionnage apparaît dans un document daté du mois d'avril 2013 au détour d'une page d'un manuel d'utilisation du programme Prism, dévoilé par Edward Snowden, qui explique, en 41 pages, aux analystes de la NSA comment se servir de cet outil destiné à la collecte des données sur les serveurs des grands fournisseurs d'accès américain tels que Microsoft, Yahoo, Facebook ou Google", explique le quotidien du soir.

La NSA dispose de plusieurs modes de collecte, indique Le Monde. Quand certains numéros de téléphone sont utilisés dans

l'Hexagone, ils activent un signal qui déclenche automatiquement l'enregistrement de certaines conversations. Cette surveillance récupère aussi les SMS en fonction de mots-clés. Enfin, de manière systématique, la NSA conserve l'historique des connexions de chaque cible.

"Au détour d'une liste de 35 exemples d'adresses choisies pour montrer l'intérêt de cette recherche élargie, on découvre ainsi que la NSA s'est intéressée de très près [...] à tout ce qui est lié à wanadoo.fr et alcatel-lucent.com", indique le journal.

Les techniques utilisées pour cet espionnage de masse apparaissent sous les codes "DRTBOX" et "WHITEBOX". Leurs caractéristiques ne sont pas connues. Mais on sait que grâce au premier code, 62,5 millions de données téléphoniques ont été collectées en France du 10 décembre 2012 au 8 janvier 2013, et que le second code a permis d'enregistrer sur la même période 7,8 millions d'éléments.

Les documents donnent suffisamment d'explications pour penser que les cibles de la NSA concernent aussi bien des personnes suspectées de liens avec des activités terroristes que des individus visés pour leur simple appartenance au monde des affaires, de la politique ou à l'administration française. Sollicitées par Le Monde, les autorités américaines n'ont pas commenté ces documents qu'elles considèrent comme "classifiés".